

Les élections du 10 mai et le contexte régional et international
LE DIAGNOSTIC INQUIET ET MOBILISATEUR
DE SADEK HADJERES P.5



Education
**Le statut
particulier
de la colère** P.3

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information D'ORAN

Revers de l'armée malienne à Kidal,
la Cedeao menace d'intervenir

LA RÉBELLION TARGUIE INVESTIT LA VILLE DE GAO

P.4



Explosion du marché
halal en France P.4
**LA FATWA EN EURO
DES BARONS DE
L'AGROALIMENTAIRE**

Ph.: AFP

**Les élections du 10 mai
et le contexte régional et international
Le diagnostic inquiet
et mobilisateur
de Sadek Hadjeres**

La participation, souhaitable, des forces démocratiques et de progrès aux élections législatives n'a de sens que si elle s'insère dans une stratégie politique d'ensemble, estime l'ancien secrétaire général du PAPS, M.Sadek Hadjeres.
M.Saadoune

Critiquant une conception étreinée de la politique qui ne s'articule pas sur les «préoccupations réelles» des gens, il souligne la gravité des menaces induites par le contexte international et régional.

Pour Sadek Hadjeres, il est utile que les forces démocratiques participent aux élections législatives du 10 mai prochain. A condition de concevoir cette participation comme «un élément d'une stratégie politique d'ensemble et de longue haleine...» visant à créer à terme un rapport de force global, «une large hégémonie populaire en mesure de modifier radicalement la nature et le contenu du pouvoir dans un sens démocratique et social conforme aux intérêts de la société et de la nation». Ce genre de bataille, souligne-t-il, n'est pas facile à mener en raison des écueils des «penchants opportunistes» d'une part et du «faux radicalisme» de l'autre. Mais, c'est un «effort» qui en vaut la peine afin de sortir des attitudes purement «symboliques, attentistes et stérilisantes, dans lesquelles les pouvoirs autoritaires, corrompus et corrupteurs, cherchent à enfermer les oppositions légitimes». D'emblée, ce militant au long parcours met en garde contre la tentation de faire de la participation ou non aux élections une «ligne de clivage» entre les forces démocratiques et de progrès. Ce serait faire un cadeau à peu de frais au pouvoir qui cherche à aiguïser ce genre de divergences pour empêcher le développement, au-delà du champ des luttes électorales, d'un «large courant unitaire». Les élections ne sont qu'une partie du combat. L'enjeu pour ceux qui défendent les libertés individuelles et collectives, la justice sociale, les droits humains et la souveraineté nationale, est de savoir «s'unir et agir ensemble» autour des solutions «à apporter aux besoins et revendications innombrables dont certaines sont vivement ressenties et sont au cœur du drame national».

TROPISME POLITICIEN

Sadek Hadjeres constate et regrette l'existence d'une sorte de tropisme politique qui pousse ces forces à focaliser sur les «futiles évolutions dans les sphères institutionnelles» au lieu de prêter attention «au mal-être quotidien du plus grand nombre, aux grondements souterrains, aux saines et brûlantes aspirations qui parcourent la société profonde, anciennes et jeunes générations confondues, aux tensions et souffrances d'une société harcelée par les tensions et problèmes locaux et planétaires».

Ce faisant, on développe une conception de la «politique à l'écart des préoccupations réelles des gens ou avec le seul souci de les instrumentaliser». Et c'est là, diagnostique-t-il, l'une des principales raisons qui «pérennisent la chape de plomb réactionnaire interne et internationale dans laquelle étouffe notre peuple».

D'autre part, Sadek Hadjeres met en relief le contexte international et régional dans lequel se déroulent ces élections. «Ce serait pure myopie» de l'ignorer et de refuser de les mettre en perspective et de les «replacer dans le cadre géostratégique d'enjeux dont les deux volets, celui des évolutions internes et celui des évolu-

lutions mondiales, se rejoignent».

**DES «COMPOTEMENTS PLUS QU'ARROGANTS»
À L'ÉGARD DE L'ALGÉRIE**

Ces aspects sont, selon lui, imbriqués à l'heure où il existe une entreprise convergente destinée à «réduire et voler aux peuples du monde arabe et de l'Afrique les fruits démocratiques, sociaux et de souveraineté durement conquis et espérés avec l'indépendance». Il relève à ce propos le «comportement plus qu'arrogant des diplomates, représentants des grands monopoles et stratèges occidentaux envers l'Algérie» en soulignant que l'Algérie est susceptible de subir l'un des traitements appliqués à la Libye, la Syrie ou le Mali. Pour «survivre dans la paix et dans la dignité», le «devoir brûlant de l'ensemble des protagonistes algériens (pouvoirs et oppositions, Etat et société) est de partager la responsabilité commune à laquelle nombre d'acteurs, civils et militaires, ont malheureusement failli en délaissant, dès la grave crise de l'été 62, la voie de la lutte pour des solutions pacifiques, politiques et démocratiques face aux crises nationales successives». Cela passe par un retour «aux fondamentaux qui ont inspiré la lutte libératrice» et par la correction des «écarts qui ont trahi une révolution nationale vers laquelle allaient l'admiration et le respect du monde». Il y a une situation de crise qui remonte à loin. L'impréparation politique et idéologique dans laquelle a été engagée «l'insurrection légitime de 54», qui n'a pu être corrigée à temps par les animateurs du Congrès de la Soummam.

Après l'indépendance, les «luttas sans principes pour le pouvoir» ont empêché de tirer les «bonnes leçons». Au contraire, les détenteurs du pouvoir, «plus attentifs aux leviers de domination et d'enrichissement qu'à la solution des problèmes de société», ont aggravé l'état de crise endémique et son retentissement négatif sur le civisme des citoyens. «Les fastes séquences des conquêtes nationales et sociales des années 70, embrumées par l'autoritarisme répressif, puis les réformes démocratiques et sociales du gouvernement Hamrouche en 1990, avortées et sabotées par les courants rentiers et compradores, ont été un contrepoids insuffisant au glissement néfaste tout en attisant les revanchismes réactionnaires et néo-colonialistes», estime Sadek Hadjeres.

POUR UN «FRONT DU SALUT» NATIONAL, DÉMOCRATIQUE, SOCIAL ET SOUVERAINISTE

Les différentes séquences de cette crise, affrontements armés de l'été 1962 et de 1963-64, coup d'Etat de juin 1965, répression sanglante d'Octobre 1988, répression du mouvement jeune kabyle de 2001, la guerre intestine de la décennie noire 90 pèsent lourdement et ont pour effet de désarmer les Algériens «les plus intéressés à la paix et la cohésion civiles, les plus motivés, les plus résolus à prévenir et conjurer les catastrophes nationales montantes». Il faut, estime Sadek Hadjeres, se mobiliser et débattre pour isoler ceux qui chercheraient «à persévérer dans la voie du suicide collectif, des affrontements criminels et des tractations politiciennes». Il appelle à agir pour un «Front du Salut» qui, dans l'état actuel, «ne pourrait être ni islamiste, ni laïciste, ni libéral, ni socialiste, mais ne peut être que plus largement et avant tout : National, Démocratique, Social et Souverainiste. «Que les adorateurs du Dieu argent et les valets prêts à s'inféoder aux néocolonialistes y réfléchissent à deux fois et renoncent à s'associer aux plans de déstabilisation d'une Nation qui a déjà beaucoup donné pour sa liberté et son bonheur».

**Retour sur l'autobiographie de Pierre et Claudine Chaulet *
L'Algérie, le doute et la perspective
de l'Histoire**

Les frustrés d'une absence de débat public sur le cinquantenaire de l'indépendance nationale peuvent trouver dans l'autobiographie «à deux voix» que les époux Chaulet viennent de signer aux éditions Barzakh quelques points d'histoire et de mémoire pour soulager leur peine et revenir sur quelques séquences-clés du demi-siècle que l'Algérie vient de vivre.

Kader Hannachi

Leur livre n'a sans doute pas d'autre prétention que celle de l'autobiographie. Il enserme en quelques chapitres ce qu'ils ont bien voulu partager de leur vie et de leur intimité. Mais, derrière le récit qu'ils font de leur existence propre et pendant laquelle, soixante ans durant, ils ont connu l'amour, l'engagement, la famille, l'amitié, la déception, l'effroi du fanatisme religieux, l'exil, l'interrogation, il y a le discours et le témoignage sur une séquence importante de l'histoire algérienne contemporaine.

Pierre et Claudine Chaulet, doit-on le rappeler, ne sont pas des Algériens ordinaires. Dès l'aube de la révolution, ils ont tous les deux milité dans les rangs du FLN historique au moment où d'autres Algériens, individuellement ou collectivement, attendaient de s'assurer du sens du vent. Très tôt, ils sont devenus ensemble, en 1955, des acteurs de la guerre et de la révolution anticoloniale, et restent, aujourd'hui, parmi ces observateurs clés qui ont été en contact direct avec certains de ses grands chefs.

Au parti jusqu'aux années 1980, du moins pour le docteur Chaulet, le couple, qui a séjégé pendant plusieurs années en tant qu'élus à Alger, s'est ensui- mis, après 1962, au service du pays, Pierre en tant que médecin spécialiste de la lutte contre la tuberculose et cadre à la santé publique, Claudine à l'université et dans la recherche en sciences sociales.

Les événements et les anecdotes qu'ils narrent en commun ou dans un «je/tu» stupéfiant d'accord et de complicité ne sont, donc, pas uniquement des pièces biographiques. Par certains aspects, ils sont à verser au fonds de l'histoire et de la mémoire qui fondent depuis plus d'un demi-siècle l'imaginaire collectif algérien. Par d'autres, ils valent discussion et réflexion, en particulier sur la question des minorités ethniques, confessionnelles et politiques qui se sont engagées pour la libération de l'Algérie, et leur place dans l'imaginaire politique et social algérien.

Car, bien qu'occasionnellement célébrée, notamment depuis peu par une association dont il convient de décrypter l'action sur le terrain, *Mechaâl Ech Chahid* de Mohamed Abad qui a récemment rendu hommage peu avant son décès au militant communiste et moudjahid Georges Acampora, la contribution de ces groupes à la lutte de libération reste largement méconnue des générations actuelles.

Un demi-siècle après l'indépendance, leur histoire est presque oubliée. Son omission dès l'amont 1962 n'est pas uniquement le synonyme de l'échec d'une partie des Algériens qui rêvaient d'une société ouverte, juste, démocratique et sans complexe ni rejet vis-à-vis de ses minorités. Elle renseigne également sur les conséquences

profondes qu'ont eues depuis cinquante ans sur l'histoire et la mémoire nationale les choix et les acteurs politiques qui se sont imposés à la fin du colonialisme français et pour lesquels, par conviction ou par calculs de pouvoir, être Algérien se limitait à l'arabité et l'islamité.

DEUX VIES, UN LIVRE

Mais revenons au texte des Chaulet. A la forme du livre, il ne s'agirait pas d'une autobiographie mais plutôt d'un assemblage épistolaire que ses auteurs ont commencé à rédiger en 2007.

Leurs souvenirs croisés ou entremêlés ont quelque chose de la conversation écrite. Ils commencent aux «origines» de l'un et de l'autre et finissent à la fin des années 2000. C'est-à-dire à l'âge de la retraite et d'un bilan où il n'y a ni commerce ni regret. Mais beaucoup de cette lucidité que tout Algérien un tant soit peu honnête peut avoir et s'apercevoir qu'en cinquante ans, bien de beaux rendez-vous ont été ratés.

500 pages, donc, pour se raconter à deux et par deux et au bout desquelles, outre l'enfance et la jeunesse, on saura que leur mariage en 1955 n'était pas qu'une union entre un homme et une femme. Mais un engagement à vie qui leur vaudra la peur, le risque, la prison pour Pierre à Serkadji (Barberousse), puis, pour faire vite, la rencontre clairement déterminante, le 21 septembre 1955, avec Abane Ramdane.

Claudine le décrit comme quelqu'un d'«un peu enveloppé, très sympathique et direct». «Après une longue conversation globale, se souvient-elle, il nous pose la question de confiance : «Est-ce que l'organisation peut compter sur nous ?» Nous répondons, ensemble, et séparément : «Oui».

L'approbation plongera le couple dans la fureur et la passion de la révolution. Dans son cours, il côtoiera des militants comme M'hamed Yazid, Salah Louanchi, Réda Malek qui travailla avec Pierre à la rédaction d'El Moudjahid, Mahfoud Kadache, Frantz Fanon, bien sûr, Abdelhamid Mehri, Abdelmalek Temam, Krim Belkacem, Slimane Dehilès, Ouamrane. Il subira aussi sa part maudite et obscure faite de purges et de règlements de compte comme ceux dont sera victime Abane. A propos de son assassinat, Pierre écrit : «Nous avons pu le sauver des mains des parachutistes et lui épargner le sort de Larbi Ben M'hidi en janvier 1957, grâce au courage de Claudine. Nous ne pouvions rien faire, onze mois plus tard à Tunis, dans un pays frère, parmi ses frères».

Ce mot est ironiquement mis en italique ! Mais jusqu'à la fin de la guerre, le combat continue. Après l'indépendance, l'Algérie était libre et les Chaulet ont vécu «des heures exaltantes, en participant activement - douloureusement parfois - à la

construction d'une Algérie nouvelle». S'ils admettent des «échecs personnels» parce que (...) les constructions qu'ils ont mises en place «ont été parfois détruites par la conjonction des ambitions et des intérêts hostiles», ils estiment que leur insuccès, celui de leur génération, est avant tout le résultat du «grand échec collectif lié au recul des mouvements porteurs de progrès social dans le monde»...

Leur propos, de gauche comme on dit, est indulgent. Il n'est, pour autant, d'aucune naïveté. Certaines descriptions qu'ils font des tourments algériennes sont, métaphoriquement, saisissantes. Il en est par exemple ainsi du récit que Claudine fait par exemple de la révolte d'octobre 1988. Dans ce passage digne de l'univers tragiquement loufoque de certains films d'Emir Kusturica, elle rapporte que «juste après avoir pris la route menant à El Harrach, nous tombons sur un barrage improvisé : quelques planches qui brûlent et une vingtaine de personnes qui montent la garde, dont un nain.

Ils sont étonnés de voir une femme au volant, inspectent d'un œil anxieux l'intérieur de la voiture, disent attendre une livraison de frigidaire». Tout y est dit ou presque. Mais les lecteurs du livre trouveront d'autres passages foudroyants sur la «décennie rouge», l'assassinat de Boudiaf, l'effroi du fanatisme religieux, les amitiés qui se dérobent dans l'infidélité et la compromission, l'effritement de la magnifique solidarité des années de la révolution...

Sur les années Bouteflika, qui ferment l'autobiographie, on apprend qu'au lieu de la concorde civile et de la réconciliation nationale, les Chaulet auraient souhaité une opération «vérité et justice» à l'exemple des Sud-Africains. «On peut comprendre, disent-ils, le désir de paix et d'oubli d'un passé horrible de la part d'une population traumatisée, mais l'étape de la reconnaissance des faits, celle de la reconnaissance des erreurs et des crimes, ne peuvent être escamotées si l'on veut assainir la vie sociale et rendre possible le vivre-ensemble.»

Le ton final est sévère mais jamais résigné. «Nous avons perdu une grande partie de nos repères», dit Claudine. Mais, «nous espérons que notre histoire contribuera à aider les jeunes à se construire (...) à se forger de leur pays une vision moderne ouverte, celle des hommes et des femmes qui se sont lancés dans la lutte de libération, une vision débarrassée de tout simplisme ou manichéismes réducteurs». «L'essentiel, disent-ils, c'est de continuer à replacer le pays dans la perspective de l'Histoire». C'est le moins qu'on puisse espérer en cette période de doute et d'incertitude.

**Pierre & Claudine Chaulet
Le choix de l'Algérie
Deux voix, une mémoire
Préface de Réda Malek
Editions Barzakh 2012, 900
dinars.*